

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du 27 MAI 2015

fixant des prescriptions complémentaires au Conseil de l'Europe – Direction Européenne de la Qualité du
Médicament et Soins de Santé (DEQM)
pour ses installations situées 7 allée Kastner à Strasbourg

Le Préfet de la région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

- VU le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement et en particulier l'article R.512-31,
- VU l'arrêté préfectoral du 13 juin 2014 autorisant le Conseil de l'Europe – Direction Européenne de la Qualité du Médicament et Soins de Santé à exploiter des installations de mise en œuvre d'organismes génétiquement modifiés et de micro-organismes pathogènes à Strasbourg,
- VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié,
- VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,
- VU le dossier de porter à connaissance des modifications apportées aux installations déposé à la Préfecture du Bas-Rhin en date du 2 décembre 2014,
- VU le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection de l'environnement (installations classées) en date du 10 avril 2015,
- VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours duquel le demandeur a eu la possibilité d'être entendu, lors de la séance du 13/05/2015.
- CONSIDÉRANT la nécessité d'acter les modifications apportées aux installations, à savoir l'augmentation du débit maximal d'eaux souterraines prélevées dans la nappe phréatique et la réalisation d'un nouveau puits de rejets dans la nappe et de fixer des prescriptions réglementaires complémentaires,

APRES communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Champ d'application

Le Conseil de l'Europe – Direction Européenne de la Qualité du Médicament et Soins de Santé, ci-après désignée par : « l'exploitant » met en œuvre les prescriptions définies par les articles suivants applicables à ses installations situées 7 allée Kastner à STRASBOURG (67 000).

Les prescriptions du présent arrêté complètent les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 13 juin 2014.

Article 2 – Origine des approvisionnements en eau

Les dispositions suivantes annulent et remplacent les prescriptions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2014 susvisé.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne sont pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

| Origine de la ressource | Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau | Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) | Coordonnées Lambert ou PK du point de prélèvement | Prélèvement maximal annuel | Débit maximal | |
|-------------------------|--|---|---|------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| | | | | | Horaire | Journalier |
| Eaux souterraines | Nappe phréatique | Pliocène de Haguenau et nappe d'Alsace (code 91a) | X : 1001204 Y : 2413588 | 1 000 000 m ³ /an | 400 m ³ /h | 200 m ³ /j |

Article 3 – Points de rejets

Les dispositions du présent article complètent les dispositions de l'article 4.2.2 de l'arrêté du 13 juin 2014.

| Point de rejet | N°3 : Puits de rejets eaux souterraines n°1 |
|---|---|
| Milieu récepteur final | Pliocène de Haguenau et nappe d'Alsace |
| Équipement de traitement en aval du point de rejet | Néant |
| Coordonnées (Lambert II étendu) du point de rejet en sortie du site | X : 1001299 / Y : 2413648 |
| Nature des effluents | Rejets des eaux souterraines après passage par un échangeur thermique |

| Point de rejet | N°4 : Puits de rejets eaux souterraines n°2 |
|---|---|
| Milieu récepteur final | Pliocène de Haguenau et nappe d'Alsace |
| Équipement de traitement en aval du point de rejet | Néant |
| Coordonnées (Lambert II étendu) du point de rejet en sortie du site | X : 1001257 / Y : 2413713 |
| Nature des effluents | Rejets des eaux souterraines après passage par un échangeur thermique |

Article 4 – Conditions d'implantation et de réalisation des ouvrages et installations de prélèvements et de rejets

Le site d'implantation des ouvrages et installations de prélèvement est choisi en vue de prévenir toute surexploitation ou dégradation significative de la ressource en eau souterraine, déjà affectée à la production d'eau destinée à la consommation humaine ou à d'autres usages dans le cadre d'activités régulièrement exploitées.

Le choix du site et les conditions d'implantation et d'équipement des ouvrages sont définis conformément aux prescriptions de l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du décret du 29 mars 1993.

Le tubage inox du puits de rejets n° 1 est rehaussé de 1 mètre. L'avant-puits existant est également rehaussé de 1 mètre.

La cote du sommet du tubage du puits de rejet n°2 est placée à au moins +136,7 m NGF IGN69.

Dans un délai de 2 mois suivant la fin des travaux sur les installations, l'exploitant remet à l'inspection un rapport de fin de travaux de réalisation du puits de rejets conformément aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté du 11 septembre 2003 visé ci-dessus.

L'influence sur le niveau des eaux souterraines de l'augmentation des prélèvements et rejets dans la nappe sera évaluée lors des pompages d'essai réalisés après achèvement des travaux (remplacement des pompes et mise en œuvre du puits de rejets n°2). Le rabattement de la nappe (lors des prélèvements) et sa remontée (suite aux réinjections) seront notamment déterminés au droit des puits, ainsi qu'à une distance de 75, 100 et 250 m des puits.

Ces informations seront transmises à l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois suivant la mise en service de la nouvelle installation de chauffage/réfrigération.

Article 5 – Conditions d'exploitation des ouvrages et installations de prélèvements et de rejets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires, notamment par l'installation de bacs de rétention ou d'abris étanches, en vue de prévenir tout risque de pollution des eaux par les carburants et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux issues du système de pompage et notamment les fluides de fonctionnement du moteur thermique fournissant l'énergie nécessaire au pompage, s'il y a lieu.

Lorsque les ouvrages ou installations sont situés en zone fréquemment inondable et qu'ils sont fixes ou que des prélèvements sont susceptibles d'être effectués lors de périodes de crues, l'exploitant prend les dispositions nécessaires afin que les réserves de carburant et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux issues du système de pompage, en particulier les fluides de fonctionnement du moteur thermique fournissant l'énergie nécessaire au pompage, soient situés hors d'atteinte des eaux ou stockés dans un réservoir étanche ou évacués préalablement en cas de survenue de la crue.

Chaque installation doit permettre le prélèvement d'échantillons d'eau brute.

L'exploitant surveille régulièrement les opérations de prélèvements par pompage. Il s'assure de l'entretien régulier des forages, puits, ouvrages souterrains et installations de surface utilisés pour les prélèvements de manière à garantir la protection de la ressource en eau superficielle et souterraine.

Tout incident ou accident ayant porté ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier sont déclarés au Préfet par l'exploitant dans les meilleurs délais.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le Préfet, l'exploitant doit prendre ou faire prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou l'accident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

Les ouvrages et installations de prélèvement d'eau doivent être conçus de façon à éviter le gaspillage d'eau. À ce titre, l'exploitant prend, si nécessaire, des dispositions pour limiter les pertes des ouvrages de dérivation, des réseaux et installations alimentés par le prélèvement dont il a la charge.

Article 6 – Conditions de suivi et surveillance des prélèvements et rejets

L'installation de pompage doit être équipée d'un compteur volumétrique. Ce compteur volumétrique est choisi en tenant compte de la qualité de l'eau prélevée et des conditions d'exploitation de l'installation ou de l'ouvrage, notamment le débit moyen et maximum de prélèvement et la pression du réseau à l'aval de l'installation de pompage. Le choix et les conditions de montage du compteur doivent permettre de garantir la précision des volumes mesurés.

Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.

Un dispositif de mesure en continu des volumes autre que le compteur volumétrique peut être accepté dès lors que l'exploitant démontre sur la base d'une tierce expertise que ce dispositif apporte les mêmes garanties qu'un compteur volumétrique en terme de représentativité, précision et stabilité de la mesure. Ce dispositif doit être infalsifiable et doit permettre de connaître également le volume cumulé du prélèvement.

Toute modification ou tout changement de type de moyen de mesure ou d'évaluation par un autre doit être préalablement porté à la connaissance du Préfet. Celui-ci peut, après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, par arrêté motivé, demander la mise en place de moyens ou prescriptions complémentaires.

La surveillance des installations est réalisée suivant les paramètres et fréquence fixées ci-après :

| Point de surveillance | Puits de captage/ Puits de rejets n° 1 et 2 |
|--|--|
| Paramètre mesuré | fréquence |
| Volume eaux prélevées/rejetées | Mensuelle et annuelle |
| Débit eaux prélevées/rejetées | continu |
| Température eaux prélevées/rejetées | trimestrielle |
| Pression dans le circuit primaire | continu |

Cette surveillance est complétée par une inspection par caméra vidéo réalisée après un an d'exploitation, puis à fréquence triennale.

Article 7 – Entretien des installations

Les ouvrages, ainsi que les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Article 8 – registre de suivi

L'exploitant consigne sur un registre, les éléments du suivi de l'exploitation de l'installation ci-après :

- les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile ;
- les débits journaliers moyens par mois ;
- les températures mesurées trimestriellement ;
- les incidents survenus au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs caractéristiques ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Ce registre est tenu à la disposition des agents du contrôle ; les données qu'il contient doivent être conservées 3 ans par l'exploitant.

Article 9 – Publicité

En vue de l'information des tiers, les mesures de publicité prévues à l'article R.512-39 du code de l'environnement, sont mises en œuvre.

Article 10 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de l'exploitant.

Article 11 – Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre 1er du titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 12 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin, le maire de STRASBOURG, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet

P. le Préfet,
Le Secrétaire Général

CRH

Christian RIGUET

ANNEXE 1 : LOCALISATION DES PUIITS DE CAPTAGE ET DE REJET

